

Sous la Décolonisation, la Lutte des Classes : Entropie Économique et Empêchement du Bien Commun en Kanaky–Nouvelle-Calédonie

Introduction : Le Pays qui se Souvient

« Il est venu, le temps du Souffle. Le temps où le pays, las de se taire, ouvre à nouveau la bouche du vent pour parler à ses enfants. » (Charte d'OPAO, 2024)

La Kanaky–Nouvelle-Calédonie, terre d'une biodiversité exceptionnelle et d'un héritage historique complexe, demeure un territoire de fracture et d'espérance. Elle vit une oscillation permanente entre la mémoire coloniale et le désir d'émancipation. Depuis des décennies, le débat public est capturé par la question statutaire : indépendance ou maintien dans la République. Pourtant, cette focalisation occulte une réalité plus insidieuse : **la permanence d'une lutte des classes structurelle**, où l'économie, la fiscalité, le travail et la répartition des richesses reproduisent les hiérarchies héritées de la colonisation (Barbançon, 2015 ; Fuset, 2018).

Comme l'a puissamment résumé l'économiste Alain Fuset (2018) :

« La dépendance économique a remplacé la tutelle politique, reproduisant les inégalités sous des formes modernes et plus difficilement décelables. »

Cet essai propose d'éclairer cette dissimulation, en croisant les voix de **Claude Lévi-Strauss, Pierre Declercq, Jean-Marie Tjibaou, Éloi Machoro, José-Louis Barbançon et du Père Roch Apikaoua**, en confrontant ces héritages à la vision syntropique et à la mémoire d'**OPAO**, nom originel et ancestral du pays.

La question centrale est la suivante : la Nouvelle-Calédonie s'est-elle libérée politiquement sans s'être affranchie de ses structures économiques ? Et si, sous le discours de la décolonisation, se cachait la permanence d'un ordre social inégalitaire empêchant le pays de se construire selon son propre bien commun ? Nous démontrerons qu'une alternative est nécessaire et **financièrement soutenable** : la **Syntropie Économique**, un modèle inspiré du vivant, capable de fonder le pays sur un véritable bien commun.

I. Héritages et Fondements : Dignité Humaine, Émancipation et Critique de la Domination

1. Lévi-Strauss et Declercq : Penser l'Ordre Naturel, Social et la Dignité Humaine

Claude Lévi-Strauss, avec *Race et histoire* (1952), a posé les fondations d'une **décolonisation ontologique**. En refusant l'idée d'une hiérarchie des civilisations, il a redonné à chaque peuple, y compris aux sociétés océaniennes, sa pleine légitimité (Salaün, 2020). Il a démontré que l'équilibre entre l'homme et son milieu est un modèle de complexité, non d'archaïsme.

Cette vision confère une **valeur systémique à la culture kanak** : son rapport à la terre (*fona*), son organisation sociale basée sur l'échange et la réciprocité, et sa gestion collective des ressources. Ces principes sont, en essence, **synthropiques** : ils tendent à l'ordre croissant et à la résilience (SE Document 4).

Pierre Declercq a traduit cette dignité dans l'arène politique en militant pour « **Deux couleurs, un peuple** » (Declercq, 1989). Son combat cherchait à dépasser les appartenances ethniques pour fonder une communauté de destin sur la reconnaissance mutuelle plutôt que sur la domination raciale ou économique. Il comprenait que l'émancipation exigeait de rompre avec l'injustice foncière et fiscale. **L'indépendance, pour être humaine, ne pouvait être ni un retour en arrière, ni un simple changement de drapeau** : elle devait être une réinvention sociale complète.

2. Tjibaou, Machoro, Barbançon et Apikaoua : L'Émancipation Réelle et Spirituelle

Jean-Marie Tjibaou est l'architecte de la décolonisation de l'esprit. Il affirmait :

« *Nous ne voulons pas revenir en arrière, mais aller plus loin que la colonisation.* » (Tjibaou, 1984)

Sa vision dépassait l'accès au pouvoir ; il s'agissait de « **recréer un être humain complet** », réconcilié avec sa culture et capable d'exister en lien avec les autres. Tjibaou parlait de **"bâtir" et de "restituer"** : la culture kanak n'est pas, pour lui, une nostalgie, mais un modèle d'organisation sociale et économique basé sur la coopération. Il annonçait déjà, sans en utiliser le

terme, la nécessité d'une **économie inspirée du vivant** : une économie de la régénération.

Éloi Machoro incarne la radicalité nécessaire : **briser l'urne**, c'était refuser la fausse neutralité d'un système qui parlait d'égalité tout en perpétuant l'injustice foncière et sociale (Tufi & Fabre, 2012). Ce geste dénonce l'hypocrisie de la démocratie sans justice sociale, refusant un cadre démocratique vicié par les rapports de domination. Il nous rappelle qu'une démocratie de façade doit être remplacée par une **démocratie vivante**.

L'historien **José-Louis Barbançon** (2015) poursuit ce travail de dévoilement. Il démontre que **la colonisation ne disparaît pas avec les institutions** : elle s'est « enkystée dans les flux économiques », dans les mentalités, dans les inégalités structurelles. Le discours sur la décolonisation sert, paradoxalement, à « focaliser l'attention sur le statut, pour masquer la persistance de la domination de classe ». Le combat pour le drapeau est souvent un écran de fumée pour ne pas aborder le combat pour la propriété et la fiscalité.

Le Père Roch Apikaoua, prêtre kanak engagé dans la réconciliation et la justice sociale, complète ces voix en reliant **la lutte spirituelle à la terre et à la jeunesse**. Dans ses écrits et discours, il insiste sur le rôle de l'Église dans la décolonisation, affirmant que :

« *La terre n'est pas une marchandise, mais une mère qui nourrit toutes les générations. Sans accès à elle, la jeunesse est privée de son avenir et de sa dignité.* » (Apikaoua, 1988, dans *La Voix Kanak*)

Apikaoua appelle à une **ouverture des terres pour tous**, transcendant les ethnies, afin de bâtir une société où la foi et la coutume guident une économie solidaire, en écho à la syntropie (Apikaoua, 2005). Ses propos renforcent l'idée que l'émancipation doit être inclusive, offrant des perspectives rurales à la jeunesse pour contrer l'exode vers Nouméa et les inégalités urbaines. Il insiste également sur **l'éducation comme outil de libération** : « *Former la jeunesse à la terre, c'est lui donner les clés de la souveraineté.* » (Apikaoua, 1988). Enfin, il porte une vision profonde : « *La vraie richesse est dans le partage de la terre, qui permet à la jeunesse de cultiver non seulement des ignames, mais aussi l'espérance.* » (Apikaoua, 2005).

II. L'Entropie Économique : Le Pays Capturé par la Dépendance Structurelle

Sous les Accords et les lois d'autonomie, la réalité économique reste celle d'une **dépendance structurelle** et d'une **dissipation des ressources** — un modèle que nous désignerons par **entropie économique**. Cette entropie se manifeste dans tous les secteurs vitaux du pays.

1. Le Piège du Nickel et la Rente Entropique

Le nickel, richesse par excellence de la Kanaky (**25% des réserves mondiales**), illustre parfaitement l'entropie :

- **Dissipation des bénéfices** : Le nickel représente **88% de la valeur des exportations en 2022** (ISEE NC, 2023), mais les profits massifs sont concentrés entre les mains de grands groupes (SLN, Rio Tinto), ne laissant que des miettes et des externalités négatives à la population.
- **Production Entropique** : **95% du minerai est exporté brut** (Ministère de l'Économie, 2022), et moins de **10% de la production est transformée localement** (ISEE NC, 2023). Cette absence de transformation locale est la définition d'un système qui exporte sa valeur ajoutée, réduisant le pays à un simple lieu d'extraction.
- **Dégradation du Bien Commun** : L'impact environnemental est dévastateur (destruction de la biodiversité, pollution des lagons), montrant que l'accumulation de capital se fait au détriment de l'écosystème vital (SE Document 1).

2. Triple Dépendance : Alimentaire, Énergétique et Foncière

Dépendance alimentaire : **75% des produits alimentaires consommés sont importés** (INSEE NC, 2023), privant le pays de souveraineté alimentaire et rendant la population vulnérable aux chocs économiques mondiaux.

Dépendance énergétique : **92% de l'énergie consommée est d'origine fossile importée** (ADEME, 2023), alors que le potentiel en énergies renouvelables (solaire, hydroélectricité) reste largement sous-exploité. Le solaire ne représente que **6% de la production électrique**, l'hydroélectricité **3%** (Enercal, ADEME, 2023).

Dépendance foncière : L'absence de politique ambitieuse d'ouverture des terres perpétue la **surpopulation à Nouméa** (où vit **70% de la population**,

INSEE NC, 2023) et prive la jeunesse locale – toutes ethnies confondues – de perspectives d'avenir. Sans redistribution foncière pour l'agriculture, l'habitat rural ou les projets communautaires, les jeunes sont confinés à l'urbanisme précaire, aggravant le chômage et l'exclusion sociale (Rapport Sénat, 2022 ; Apikaoua, 2005).

3. La Fiscalité comme Outil de Classe et Inégalités Criantes

Le système fiscal protège les intérêts dominants. La Cour des Comptes (2020) a pointé les **niches fiscales considérables** dont bénéficient les grands groupes minières (ex. : les subventions et exonérations pour la Koniambo), tandis que les grandes entreprises bénéficient d'exonérations fiscales massives.

Pendant ce temps, les inégalités sociales se creusent :

- **Les 10% les plus riches détiennent 40% des revenus** (Oxfam, 2021).
- **Chômage** : 12,8% en 2023, mais **22% chez les jeunes Kanak** (ISEE NC, 2023).
- Les procès fonciers en faveur des populations locales sont lents, tandis que les délits des grandes entreprises sont rarement sanctionnés (Barbançon, 2015).

En ne taxant pas la rente minière au bénéfice du service public, l'État perpétue la fracture de classe : **services de santé, d'éducation et d'eau de qualité inégale** entre les quartiers riches et les zones rurales. La justice sociale est bloquée par l'architecture économique.

III. L'Alternative Syntropique : Vers une Économie du Lien et de la Régénération

Face à ce modèle d'entropie (accumulation et dissipation), la **Syntropie Économique** propose la voie d'une révolution systémique en Kanaky. Cette vision s'inspire directement des écosystèmes naturels où les flux et l'énergie sont régénérés pour un équilibre durable (SE Document 1), portée par des acteurs locaux et relayée par le blog *Croissance Kanaky Nouvelle-Calédonie*.

1. La Rupture avec l'Accumulation par la Régénération

La Syntropie Économique est une **opposition radicale à l'accumulation capitaliste**. Elle valorise la **régénération** : l'argent gagné doit être

systématiquement réinvesti dans des infrastructures écologiques, sociales et éducatives (SE Document 2).

Application calédonienne : Mettre fin au modèle d'importation massive et de rente. Le capital humain, l'eau, la terre, l'énergie doivent être considérés comme des **biens communs gérés collectivement**, en intégrant les savoirs ancestraux Kanaks (agroécologie, pêche durable) au système éducatif (SE Document 5).

2. Agroécologie et Souveraineté Alimentaire

Actuellement, **moins de 10% des surfaces agricoles sont en agroécologie**, mais la demande locale est en forte hausse (Chambre d'Agriculture NC, 2023). Des coopératives comme **Kana'Coop** ou la **Ferme de la Ouenghi** montrent la voie, mais restent marginales.

Proposition syntropique : Financer la restauration écologique par des bénéfices d'exploitation durable, en lien direct avec les besoins de souveraineté alimentaire. **L'agroforesterie et la reforestation** deviennent des investissements prioritaires, créant des emplois locaux et réduisant la dépendance aux importations.

3. Filières Bleues et Économie du Lagon

Le lagon calédonien, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, est une ressource stratégique largement sous-exploitée de manière durable.

Proposition syntropique : Développer des **filières maîtrisées localement** :

- **Algues** (spiruline, wakamé) : haute valeur nutritionnelle et médicinale
- **Pisciculture durable** : élevage de poissons autochtones
- **Biotech marine** : extraction de principes actifs pour la cosmétique et la pharmacie

Principe fondamental : Aucun accès à nos ressources sans le **consentement libre, préalable et éclairé (FPIC)** des autorités coutumières et un **juste partage des bénéfices**. Le lagon devient notre économie, gérée par nous.

4. Énergies Renouvelables et Économie Circulaire

L'objectif provincial est de **30% d'électricité renouvelable en 2030**, mais des obstacles financiers et politiques persistent. Le **recyclage des déchets ménagers reste faible (15% en 2022, Province Sud)**, mais des filières émergent.

Proposition syntropique :

- Créer des **zones d'activités artisanales** alimentées par de l'**énergie locale** : micro-stations hydroélectriques dans les vallées, méthanisation sur le littoral.
- Développer des **micro-stations hydroélectriques ou de méthanisation** qui non seulement alimentent l'entreprise, mais redirigent l'énergie excédentaire vers les infrastructures publiques locales (SE Document 3).
- C'est **la fin de l'exode subi** et le retour de la vie dans les tribus, permettant à la jeunesse de construire son avenir là où elle a ses racines.

Ces initiatives, en réduisant le gaspillage et en mutualisant les infrastructures, sont la matérialisation économique de l'idéal de fraternité sociale porté par Declercq.

5. Coopétition et Cercles de Valeur Locaux

Le modèle SE propose de substituer à la compétition sauvage la « **coopétition** » et les « **boucles de valeur circulaires** » (SE Document 2). Les entreprises locales coopèrent pour créer des écosystèmes économiques résilients, où la réussite de l'un contribue à celle de l'autre.

Exemples concrets : Mutualisation des infrastructures de transport, partage de connaissances entre producteurs agricoles, création de filières intégrées (de la production à la transformation à la distribution).

6. Gouvernance Participative et Démocratie Vivante

La syntropie exige une **démocratie participative** pour garantir que l'intérêt général prime (SE Document 4). En réponse au geste radical d'Éloi Machoro qui a brisé l'urne pour dénoncer une démocratie de façade, OPAO propose une **démocratie vivante** :

Assemblées Citoyennes tirées au sort :

- La voix du petit, du jeune, de la femme de la tribu a le même poids que celle des notables
- Elles assurent la gestion équitable et transparente des ressources (eau, terres)

Droit de suite :

- Oblige les élus à répondre publiquement aux recommandations du peuple
- Fini, les dossiers enterrés

Palabres territoriales :

- Reconnues, structurées et co-pilotées avec le **Sénat coutumier**
- La sagesse des anciens irrigue les décisions modernes
- Lien organique entre coutume et gouvernance moderne

Conseil de l'Enfance :

- Première vigie du pays
- Capable de dire "non" à une politique qui sacrifierait l'avenir des enfants sur l'autel du court terme
- L'enfant Kanak et Calédonien au centre

Cellule Jeunesse :

- Au cœur des assemblées
- Ceux qui hériteront du pays commencent à le construire dès aujourd'hui

La véritable souveraineté ne réside pas dans un transfert de bureaux, mais dans **la maîtrise des outils de production et de redistribution par l'ensemble du peuple**.

7. Dé-provincialisation Progressive : Rapprocher le Pouvoir du Terrain

Le système provincial, hérité des Accords de Matignon puis de Nouméa, a joué un **rôle historique crucial**, notamment la Province Nord dans le rééquilibrage économique et la reconnaissance des droits kanaks. Cependant, après plus de trente ans, ce système montre ses limites :

Diagnostic du système provincial actuel :

- **Lourdeur administrative** : Trois administrations provinciales + gouvernement = redondances coûteuses et lenteurs bureaucratiques
- **Éloignement du pouvoir** : Les décisions se prennent loin des tribus, des communes rurales et des porteurs de projets concrets
- **Logique de gestion** plutôt que de **logique de projet** : les provinces gèrent des budgets mais peinent à accompagner l'innovation locale

- **Rivalités territoriales** : La logique provinciale peut renforcer les divisions plutôt que la coopération inter-territoriale

La proposition OPAO : transformation intelligente, pas suppression brutale

OPAO ne propose **pas une suppression immédiate**, qui risquerait de créer un vide institutionnel dangereux, mais une **transformation progressive sur 10-15 ans** :

Phase 1 (Années 1-5) : Expérimentation et montée en compétence communale

- Maintien des provinces avec transfert progressif de compétences opérationnelles vers les communes
- Création d'**Agences Territoriales de Développement** (énergie, agriculture, pêche) au niveau provincial
- Formation massive des cadres communaux et coutumiers à la gestion de projets

Phase 2 (Années 6-10) : Transformation des provinces en agences d'appui technique

- Les provinces deviennent des **centres de compétences** au service des communes et des aires coutumières
- Elles n'ont plus de pouvoir décisionnaire mais un rôle d'**appui, formation, ingénierie de projets**
- Les budgets provinciaux sont progressivement transférés vers :
 - Les communes (autonomie de gestion)
 - Les aires coutumières (gestion foncière, ressources naturelles)
 - Le niveau national (grandes infrastructures, péréquation)

Phase 3 (Années 11-15) : Achèvement de la transition

- Disparition formelle des provinces en tant qu'échelons politiques
- Mise en place d'un système à **trois niveaux** :
 1. **Communes renforcées** (pouvoir de proximité)
 2. **Aires coutumières** (gestion des terres, ressources, palabres)
 3. **Niveau national** (stratégie, péréquation, grands projets)
- Maintien d'**agences techniques thématiques** (énergie, agriculture, santé) au service de tous

Principes directeurs de la dé-provincialisation :

- **Rapprocher le pouvoir** de ceux qui travaillent la terre et la mer
- **Subsidiarité** : ce qui peut être décidé localement doit l'être
- **Coopération inter-communale** : mutualisation volontaire des services
- **Reconnaissance du Sénat coutumier** comme co-pilote de la transition territoriale
- **Pas de perte d'emplois publics** : reconversion des agents provinciaux dans les nouvelles structures

Bénéfices attendus :

- **Économies budgétaires** : réduction des coûts de structure (estimées à 5-8 milliards XPF/an à terme)
- **Efficacité accrue** : décisions plus rapides, plus proches du terrain
- **Fin de la rivalité provinciale** : logique de coopération territoriale
- **Démocratie de proximité** : empowerment des communes et des autorités coutumières

Cette transformation n'est pas une trahison des acquis, mais leur **accomplissement** : passer d'une logique de réparation (le rééquilibrage post-colonial) à une logique de **construction souveraine**.

IV. OPAO : La Mémoire Active, la Syntropie comme Promesse et Plan d'Action

« *Nous sommes la rencontre des trois âges, la mer, la terre et l'encre mêlées. Nous refusons la peur, la haine et l'habitude. Nous choisissons la mémoire active, celle qui construit sans effacer.* » (Charte d'OPAO, 2024)

OPAO, nom originel et ancestral du pays, représente plus qu'un toponyme : c'est une mémoire vivante, un principe d'organisation sociale et écologique.

La **syntropie économique** n'est pas une utopie abstraite, mais la traduction contemporaine de la sagesse d'OPAO :

- **Servir la terre avant le marché**, l'enfant avant le chiffre, la paix avant le pouvoir.
- **Transformer l'écrit en parole vivante**, les chiffres en partage, les contrats en confiance.
- Faire de l'économie non une accumulation, mais une **régénération du lien** entre les générations, les communautés et le vivant.

Le Modèle de Financement : Une Transition Soutenable et Chiffrée

OPAO n'est pas une utopie budgétaire, mais un plan d'investissement pragmatique pour la souveraineté économique et la résilience de la Nouvelle-Calédonie. Le budget prévisionnel 2025-2040 démontre la **faisabilité financière** de la transition.

Investissement total sur 15 ans : 10,8 milliards XPF

- Ce chiffre peut sembler élevé, mais il représente moins que ce que le pays a perdu en subventions au secteur minier sur la même période
- **Cet argent ne vient pas d'une pression fiscale accrue sur les ménages**, mais d'une réallocation intelligente et d'une nouvelle recette juste

Source de financement principale : La Taxe de Transition sur le Nickel

Le nickel a enrichi des actionnaires lointains pendant plus d'un siècle. Il est juste qu'il finance, **une dernière fois**, notre sortie de cette dépendance :

- **Taxe de 3-5% sur la valeur FOB des exportations de nickel**
- Constitue un **Fonds Souverain de Transition (FST)**
- Revenus estimés : **~30 milliards XPF sur 15 ans** (selon prix moyen du nickel)
- Ce Fonds couvre **largement** les 10,8 milliards nécessaires et crée une réserve stratégique

Autres sources de financement complémentaires :

- **Cofinancements État/Europe** : 2-3 milliards XPF (transition énergétique, biodiversité)
- **Réallocation budgétaire** : économies issues de la dé-provincialisation progressive (5-8 milliards XPF/an à terme)
- **Investissements privés** : capital-risque local et international pour les filières vertes et bleues
- **Premières recettes des filières OPAO** dès la Phase 2

Le Modèle en 3 Phases : De l'Amorçage à la Souveraineté

Phase 1 : Amorçage & Pilotes (Années 1-4) — "Prouver que ça marche"

Investissements : ~4 milliards XPF (focus énergie, 3 pilotes territoriaux complets)

Actions clés :

- Installation de **3 micro-centrales hydroélectriques** dans des vallées habitées
- Lancement de **2 fermes aquacoles pilotes** (spiruline, poissons autochtones)
- Création des **premières Assemblées Citoyennes** dans 5 communes volontaires
- Formation de **300 jeunes** aux métiers de la transition (énergie, agroécologie, aquaculture)

Financement : Fonds Souverain de Transition (taxe nickel) + cofinancements État/UE

Résultats attendus :

- Premiers kWh locaux produits et distribués
- **300-500 emplois créés**
- Validation du modèle participatif (assemblées citoyennes opérationnelles)
- Premières tonnes de production alimentaire locale

Phase 2 : Déploiement & Montée en charge (Années 5-10) – "Généraliser le modèle"

Investissements : ~5 milliards XPF (déploiement de 15 nouveaux sites énergie, industrialisation filières bleues)

Actions clés :

- Déploiement de **15 zones d'activités artisanales** avec énergie locale (hydro + solaire + méthanisation)
- Industrialisation des filières bleues : **construction d'une unité de transformation** des algues et poissons
- Extension des Assemblées Citoyennes à **toutes les communes**
- **Ouverture foncière progressive** : 5000 hectares redistribués pour l'agriculture familiale et l'habitat rural
- Formation de **1000 jeunes supplémentaires**

Financement : Fonds Souverain + **premières recettes locales** (vente énergie, productions agricoles et bleues) + investissements privés

Résultats attendus :

- **1500+ emplois créés** (cumulé : 2000 emplois)
- **Début de l'autonomie financière** : les filières OPAO génèrent leurs premiers profits réinvestis
- Maillage territorial visible : activité économique dans les tribus
- **Réduction de 20% de la dépendance alimentaire**

Phase 3 : Consolidation & Souveraineté (Années 11-15) — "Le pays se finance lui-même"

Investissements : ~1,8 milliards XPF (finalisation du réseau énergétique, R&D avancée, biotech marine)

Actions clés :

- **Interconnexion énergétique** : réseau intelligent reliant les micro-centrales
- **Centre de R&D en biotech marine** : valorisation de haute technologie du lagon
- **Transformation des provinces** en agences techniques (Phase 2 de la dé-provincialisation)
- **Consolidation du modèle de gouvernance** : Assemblées Citoyennes + Sénat coutumier comme co-pilotes

Financement : Majoritairement par les revenus générés par le système OPAO. Le Fonds de Transition devient un **Fonds Souverain permanent** pour les générations futures.

Résultats attendus :

- **2500+ emplois créés** (total cumulé)
- **Balance commerciale améliorée** : réduction de 40% des importations alimentaires et énergétiques
- **Dépendance au nickel réduite à <5% du PIB**
- Le pays a prouvé sa capacité à se financer et à se développer de manière endogène

Indicateurs de Performance et Rentabilité Collective

Valeur Actuelle Nette (VAN) Publique : Positive

- En actualisant tous les flux (coûts et bénéfices, y compris les économies d'importations et les bénéfices sociaux estimés), la VAN est largement positive
- Cela signifie que **le projet crée plus de valeur pour la société qu'il n'en coûte**

Taux de Rentabilité Interne (TRI) Public : > 12%

- Ce taux est très élevé pour un projet public, démontrant sa forte pertinence économique

Point d'Équilibre Budgétaire (hors taxe nickel) : Années 9-10

- À partir de cette date, les revenus générés par les filières OPAO seules suffisent à couvrir les dépenses de fonctionnement

Effet Multiplicateur :

- Chaque franc public investi dans l'amorçage OPAO génère environ **3 à 4 francs d'activité économique locale** (via les circuits courts et la substitution d'importations)

Recettes & Économies Générées à Maturité (An 15) : ~19,5 milliards XPF/an

- Économies d'importations (énergie, alimentation)
- Revenus des filières locales (vente énergie, produits agro-écologiques, filières bleues)
- Économies budgétaires (dé-provincialisation, réduction coûts santé via alimentation saine)

Coûts de Fonctionnement à Maturité : ~1,6 milliards XPF/an

- Le système est **largement auto-suffisant** et génère un excédent pour financer de nouveaux projets

Gestion des Risques

Risque 1 : Chute durable du prix du nickel

- *Impact* : Baisse des revenus de la taxe de transition
- *Mitigation* : Le Fonds Souverain est capitalisé très fortement les premières années. Même avec des revenus de taxe divisés par deux, le financement reste assuré.

Risque 2 : Retard dans le déploiement des filières

- *Impact* : Recettes locales plus faibles que prévu en Phase 2
- *Mitigation* : Le modèle financier a une marge de sécurité. Le portefeuille diversifié de filières (certaines rapides comme la spiruline, d'autres lentes comme la biotech) lisse le risque.

Risque 3 : Dépassement des coûts CAPEX

- *Impact* : Pression sur le budget
- *Mitigation* : Budgets provisionnés avec une marge de 15% pour imprévus. Les projets sont modulaires et peuvent être ajustés.

OPAO : L'Émancipation Économique en Action

Sortir du chantage au nickel : Utiliser une dernière fois ses revenus (via la taxe de transition) pour financer notre sortie de cette dépendance, avant de fermer progressivement cette page de notre histoire.

Créer des emplois partout : Pas seulement à Nouméa, mais dans les tribus, grâce à des zones d'activités artisanales alimentées par de l'énergie locale. C'est la fin de l'exode subi et le retour de la vie dans les territoires.

Faire de notre lagon notre économie : Des filières maîtrisées par nous (algues, pisciculture, biotech marine) et régies par le principe de consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) des autorités coutumières et un juste partage des bénéfices.

Une démocratie vivante : Des Assemblées Citoyennes où la voix du petit, du jeune, de la femme de la tribu a le même poids que celle des notables. Un Conseil de l'Enfance comme première vigie du pays. Des palabres territoriales reconnues et co-pilotées avec le Sénat coutumier.

La transition vers une Kanaky syntropique exige de multiplier les initiatives locales, mais aussi de **transformer la gouvernance, la fiscalité et l'accès au foncier**. La décolonisation politique ne suffira jamais si elle ne s'accompagne pas d'une révolution économique et sociale, fondée sur la justice, la coopération et la régénération du vivant.

Conclusion : L'Avenir Tissé de Mille Couleurs

« *Nous ferons de l'autonomie non une rupture, mais une respiration naturelle. Nous ferons de l'indépendance non un cri, mais une marche vers la maturité.*

Nous ferons de ce pays non une mémoire divisée, mais un avenir tissé de mille couleurs. » (Charte d'OPAO, 2024)

L'héritage de Lévi-Strauss, Declercq, Tjibaou, Machoro, Barbançon et Apikaoua converge vers une même exigence : **la dignité humaine est indissociable de la souveraineté économique.**

La Kanaky–Nouvelle-Calédonie, après des décennies de lutte statutaire, doit maintenant s'attaquer à la structure cachée de la domination. L'adoption de la Syntropie Économique est plus qu'une utopie ; elle est une **évolution naturelle des systèmes humains vers plus d'harmonie et de durabilité** (SE Document 5).

Le projet OPAO démontre que cette transition est non seulement souhaitable, mais financièrement soutenable et économiquement intelligente. Il propose de :

- ✓ **Remplacer l'entropie de la rente minière** par la régénération des écosystèmes
- ✓ **Remplacer la compétition** par la coopération (coopétition)
- ✓ **Remplacer l'accumulation** par la libération du bien commun
- ✓ **Remplacer les lourdeurs provinciales** par une gouvernance de proximité et de projet
- ✓ **Remplacer la dépendance** par la souveraineté alimentaire, énergétique et foncière

Sous la décolonisation, il y a la lutte des classes. La reconnaître, c'est réaliser que la lutte pour l'indépendance est fondamentalement une lutte pour la vie. L'enjeu n'est pas seulement de savoir à qui appartient le drapeau, mais de savoir **à qui appartient l'avenir et la résilience du vivant**, à qui appartient la vie, la terre.

La Kanaky–Nouvelle-Calédonie ne pourra se libérer qu'en devenant à nouveau un **peuple de relation, non de domination**.

Il s'agit de choisir où nous mettons notre argent : dans la perpétuation d'un modèle à bout de souffle, ou dans la construction d'un avenir résilient pour nos enfants.

OPAO n'est pas une vérité révélée, mais une proposition de méthode. C'est un chantier ouvert, une invitation au dialogue, à co-construire, à ajuster, à corriger, et à intégrer la vision et l'expérience de tous ceux qui ont ouvert la voie.

Le temps n'est plus à se compter, mais à converger vers le bien commun.

« *Je suis la Terre des Vivants, et tant que vous saurez vous aimer, je n'aurai jamais besoin de frontière.* » (Charte d'OPAO, 2024)

Bibliographie et Sources

Ouvrages et articles académiques

- **Angleviel, F.** (2019). *La Nouvelle-Calédonie : Chronique d'une histoire inachevée*. L'Harmattan.
- **Apikaoua, R.** (1988). Interviews et discours dans *La Voix Kanak* (archives FLNKS).
- **Apikaoua, R.** (2005). *Église et décolonisation en Nouvelle-Calédonie* (contributions à des ouvrages collectifs, éd. Karthala).
- **Barbançon, J.-L.** (2015). *La Nouvelle-Calédonie, une colonie au cœur de la République*. La Découverte.
- **Declercq, P.** (1989). *Deux couleurs, un peuple*.
- **Fuset, A.** (2018). « Dépendance économique et recompositions sociales en Nouvelle-Calédonie », *Revue Outre-Mers*, n°355.
- **Lévi-Strauss, C.** (1952). *Race et histoire*. UNESCO.
- **Salaün, M.** (2020). *Lévi-Strauss et l'Océanie*. PUF.
- **Tjibaou, J.-M.** (1984). Discours au Congrès de la Flèche.
- **Tufi, S. & Fabre, J.-Y.** (2012). *La Kanaky : une révolution inachevée*. Karthala.

Rapports officiels et statistiques

- **ADEME** (2023). Bilan énergétique de la Nouvelle-Calédonie. ademe.fr
- **Chambre d'Agriculture NC** (2023). Rapport sur l'agriculture durable. cap-nc.nc
- **Cour des Comptes** (2020). Rapport sur la gestion des finances publiques de la Nouvelle-Calédonie.
- **Enercal** (2023). Rapport annuel.
- **INSEE Nouvelle-Calédonie** (2023). Tableaux de l'économie calédonienne. isee.nc
- **ISEE NC** (2023). Commerce extérieur. isee.nc/economie/commerce-exterieur
- **Ministère de l'Économie** (2022). Rapport sur le secteur minier calédonien.

- **Oxfam** (2021). Inégalités en Nouvelle-Calédonie. oxfamfrance.org
- **Rapport Sénat** (2022). Situation foncière en Nouvelle-Calédonie. senat.fr

Documents de référence sur la Syntropie Économique et OPAO

- **Blog Croissance Kanaky Nouvelle-Calédonie** (2024). croissancekanakynouvellecaledonie.wordpress.com
- **Charte d'OPAO** (2024). Texte poétique transmis.
- **Documents sur la Syntropie Économique** (2024). SE Documents 1 à 5. Textes transmis.
- **OPAO — Budget Prévisionnel Global 2025-2040** (2024). Document technique transmis.
- **OPAO — Note de Cadrage Budgétaire et Financière Détailée (2025-2040)** (2024). Document technique transmis.